

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2023/40944]

12 FEVRIER 2023. — Loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Bruxelles le 5 novembre 2019 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant l'échange et la protection mutuelle des informations classifiées, fait à Bruxelles le 5 novembre 2019, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de la Défense,
L. DEDONDER

La Ministre des Affaires étrangères,
H. LAHBIB

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be):

Documents : 55-2796

(2) Cet Accord entre en vigueur le 1^{er} mai 2023, conformément à son article 17, (1).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2023/40944]

12 FEBRUARI 2023. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de uitwisseling en wederzijdse bescherming van geclassificeerde informatie, gedaan te Brussel op 5 november 2019 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden inzake de uitwisseling en wederzijdse bescherming van geclassificeerde informatie, gedaan te Brussel op 5 november 2019, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Defensie,
L. DEDONDER

De Minister van Buitenlandse Zaken,
H. LAHBIB

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: 55-2796

(2) Deze Overeenkomst treedt in werking op 1 mei 2023, overeenkomstig haar artikel 17, (1).

TRADUCTION

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LE ROYAUME DES PAYS-BAS

**CONCERNANT L'ÉCHANGE ET LA PROTECTION MUTUELLE DES
INFORMATIONS CLASSIFIÉES**

ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DE BELGIQUE
ET
LE ROYAUME DES PAYS-BAS
CONCERNANT L'ÉCHANGE ET LA PROTECTION MUTUELLE DES
INFORMATIONS CLASSIFIÉES

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

Ci-après dénommés « les Parties »,

Désireux de garantir la protection mutuelle des informations classifiées échangées entre eux ou entre des personnes morales ou des personnes physiques qui relèvent de leur juridiction, ou produites dans le cadre d'un programme bilatéral conformément au présent Accord, sont convenus de ce qui suit, dans l'intérêt de leur sécurité nationale.

ARTICLE 1 OBJECTIF

Le présent Accord vise à assurer la protection des Informations classifiées échangées entre les Parties ou entre des personnes morales ou des personnes physiques relevant de leur juridiction, ou produites dans le cadre d'un programme bilatéral conformément au présent Accord. L'Accord énonce les procédures de sécurité et les arrangements de cette protection.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord, les termes suivants ont les significations indiquées ci-après :

Le terme « **Contrat classifié** » désigne tout contrat ou contrat de sous-traitance, y compris les négociations précontractuelles, qui contient des Informations classifiées ou implique l'accès à des Informations classifiées et leur traitement.

Le terme « **Informations classifiées** » désigne toute information, quelle qu'en soit la nature, qui requiert une protection contre la divulgation non autorisée, le détournement ou la perte, à laquelle une classification de sécurité a été appliquée conformément aux lois et réglementations nationales de l'une des Parties ou des deux Parties.

Le terme « **Autorité de sécurité compétente** » désigne l'instance gouvernementale d'une Partie chargée de la mise en œuvre et de la supervision du présent Accord.

Le terme « **Contractant** » désigne toute personne physique ou morale ayant la capacité de conclure des contrats.

Le terme « **Habilitation de sécurité de personne morale** » désigne la décision positive de l'Autorité de sécurité compétente selon laquelle un Contractant a mis en place les mesures de sécurité appropriées pour l'accès aux Informations classifiées et pour leur traitement, conformément aux lois et réglementations nationales.

Le terme « **Royaume des Pays-Bas** » désigne tant la partie européenne des Pays-Bas que la partie antillaise des Pays-Bas (les îles de Bonaire, Saint-Eustache et Saba).

Le terme « **Besoin d'en connaître** » désigne la nécessité, pour une personne physique ou une personne morale, d'avoir accès à des Informations classifiées pour exécuter des tâches ou services officiels.

Le terme « **Partie d'origine** » désigne l'instance gouvernementale d'une Partie chargée de prendre toutes décisions relatives à ses Informations nationales classifiées produites et/ou communiquées en vertu du présent Accord.

Le terme « **Habilitation de sécurité de personne physique** » désigne la décision positive de l'Autorité de sécurité compétente indiquant qu'une personne est autorisée à avoir accès aux Informations classifiées et à les traiter, conformément à ses lois et réglementations nationales.

Le terme « **Partie émettrice** » désigne la Partie ou le Contractant relevant de sa juridiction qui communique des Informations classifiées à la Partie destinataire en vertu du présent Accord.

Le terme « **Partie destinataire** » désigne la Partie ou le Contractant relevant de sa juridiction qui reçoit les Informations classifiées émanant de la Partie émettrice en vertu du présent Accord.

Le terme « **Guide de classification de sécurité** » désigne un document lié à un Contrat classifié qui précise chacune des parties dudit Contrat classifié qui contient des Informations classifiées.

Le terme « **Incident de sécurité** » désigne une action ou une omission qui entraîne l'accès ou la divulgation non autorisés, la perte ou la compromission d'Informations classifiées.

Le terme « **Partie tierce** » désigne toute organisation internationale ou tout État, en ce compris les personnes physiques ou les personnes morales qui relèvent de sa juridiction, qui n'est pas partie au présent Accord.

ARTICLE 3 AUTORITÉS DE SÉCURITÉ COMPÉTENTES

1. Les Autorités de sécurité compétentes des Parties sont énumérées à l'Annexe 1 du présent Accord.
2. Les Autorités de sécurité compétentes se communiquent leurs informations de contact officielles.

ARTICLE 4 NIVEAUX DE CLASSIFICATION DE SÉCURITÉ

Les niveaux de classification de sécurité correspondants et considérés comme équivalents sont:

Pour le Royaume des Pays-Bas	Pour le Royaume de Belgique	
	EN LANGUE NÉERLANDAISE	EN LANGUE FRANÇAISE
Stg ZEER GEHEIM	ZEER GEHEIM	TRES SECRET

Stg GEHEIM	GEHEIM	SECRET
Stg CONFIDENTIEEL	VERTROUWELIJK	CONFIDENTIEL
DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK	(voir note ci-après)	(voir note ci-après)

Les informations de niveau « DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK » communiquées par les Pays-Bas bénéficient du traitement réservé aux informations « BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE » dans le Royaume de Belgique.

Les informations de niveau « BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE » communiquées par la Belgique bénéficient du traitement réservé aux informations « DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK » aux Pays-Bas.

ARTICLE 5

ACCÈS AUX INFORMATIONS CLASSIFIÉES

1. L'accès aux Informations classifiées de niveau VERTROUWELIJK/CONFIDENTIEL/Stg CONFIDENTIEEL ou d'un niveau supérieur est limité aux personnes qui ont le Besoin d'en connaître, qui ont été instruites de leurs responsabilités et détiennent une Habilitation de sécurité de personne physique, conformément aux lois et réglementations nationales.
2. L'accès aux Informations classifiées de niveau TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM, ou CONFIDENTIEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL peut être accordé sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine à une personne détenant une Habilitation de sécurité de personne physique appropriée et ayant la nationalité belge ou néerlandaise ou la double nationalité belge et néerlandaise.
3. L'accès aux Informations classifiées de niveau TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM, ou CONFIDENTIEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL n'est accordé que moyennant l'accord écrit préalable de la Partie d'origine à une personne détenant une Habilitation de sécurité de personne physique appropriée sans posséder les nationalités spécifiées au paragraphe 2 du présent Article.
4. L'accès aux Informations de niveau BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE et DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK est limité aux personnes qui ont le Besoin d'en connaître et qui ont été instruites de leurs responsabilités conformément aux lois et réglementations nationales.

ARTICLE 6 MESURES DE SÉCURITÉ

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées applicables en vertu de leurs lois et réglementations nationales pour protéger les Informations classifiées produites et/ou communiquées en vertu du présent Accord.
2. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour s'assurer que les Parties émettrices :
 - a) accordent aux Informations classifiées le marquage de classification approprié conformément à leurs lois et réglementations nationales ;
 - b) informent la Partie destinataire de toute condition posée à la communication ou de toute limitation imposée à l'utilisation des Informations classifiées communiquées ;
 - c) informent la Partie destinataire de toute modification ultérieure du niveau de classification de sécurité des Informations classifiées communiquées.
3. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour s'assurer que les Parties destinataires :
 - a) accordent aux Informations classifiées le même niveau de protection attribué à leurs propres Informations nationales classifiées d'un niveau de classification de sécurité équivalent ;
 - b) si elles le jugent approprié, veillent à ce que les Informations classifiées portent leur propre marquage du niveau de classification de sécurité correspondant ;
 - c) veillent à ce que les Niveaux de classification de sécurité attribués aux Informations classifiées ne soient ni altérés ni révoqués sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine ;
 - d) veillent à ce que les Informations classifiées ne seront ni communiquées ni divulguées à une Partie tierce sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine ;
 - e) utilisent les Informations classifiées aux seules fins pour lesquelles elles ont été communiquées et conformément aux conditions de traitement de la Partie d'origine.

ARTICLE 7 COOPÉRATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

1. Afin de conserver des normes de sécurité comparables, les Autorités de sécurité compétentes se tiennent, sur demande, mutuellement informées de leurs réglementations, politiques et pratiques en matière de protection des Informations classifiées.
2. Sur demande de l'Autorité de sécurité compétente de l'une des Parties, l'Autorité de sécurité compétente de l'autre Partie confirme par écrit qu'une Habilitation de sécurité de

personne physique ou une Habilitation de sécurité de personne morale valable a été délivrée.

3. Les Autorités de sécurité compétentes se prêtent assistance pour la réalisation des enquêtes relatives aux Habilitations de sécurité de personne morale et aux Habilitations de sécurité de personne physique, sur demande et conformément à leurs lois et réglementations nationales.
4. Les Autorités de sécurité compétentes se notifient sans délai par écrit toute modification relative aux Habilitations de sécurité de personne physique et aux Habilitations de sécurité de personne morale reconnues pour lesquelles une confirmation a été fournie.
5. La coopération au titre du présent Accord s'effectue en langue anglaise.

ARTICLE 8

CONTRATS CLASSIFIÉS

1. Toute Partie ou tout Contractant relevant de sa juridiction qui propose de conclure un Contrat classifié avec un Contractant relevant de la juridiction de l'autre Partie doit obtenir la confirmation écrite préalable de l'autre Partie que le Contractant possède une Habilitation de sécurité de personne morale et/ou une Habilitation de sécurité de personne physique du Niveau de classification de sécurité approprié.
2. L'Autorité de sécurité compétente s'assure que le Contractant :
 - a) possède l'Habilitation de sécurité de personne morale appropriée afin de protéger les Informations classifiées ;
 - b) veille à ce que les personnes demandant l'accès à des Informations classifiées possèdent l'Habilitation de sécurité de personne physique appropriée ;
 - c) garantisse que toutes les personnes ayant obtenu l'accès à des Informations classifiées sont informées de leurs responsabilités en ce qui concerne la protection des Informations classifiées, conformément aux conditions définies dans le présent Accord ainsi qu'aux lois et réglementations nationales ;
 - d) contrôle le respect de l'attitude de sécurité au sein de ses établissements ;
 - e) notifie sans délai à sa propre Autorité de sécurité compétente tout incident de sécurité relatif au Contrat classifié.
3. Tout Contrat classifié conclu conformément au présent Accord comporte un chapitre consacré aux exigences en matière de sécurité couvrant les aspects suivants :
 - a) un Guide de classification de sécurité ;
 - b) une procédure pour la communication de modifications du niveau de classification de sécurité ;
 - c) les canaux et procédures à utiliser pour le transport et/ou la transmission des Informations classifiées ;
 - d) les informations de contact des Autorités de sécurité compétentes chargées de contrôler la protection des Informations classifiées liées au Contrat classifié ;
 - e) l'obligation de notifier tout Incident de sécurité.

4. L'Autorité de sécurité compétente de la Partie autorisant l'attribution du Contrat classifié transmet une copie du chapitre consacré aux exigences en matière de sécurité à l'Autorité de sécurité compétente de la Partie destinataire, afin de faciliter le suivi du contrat sur le plan de la sécurité.
5. Les procédures d'approbation des visites de personnel de l'une des Parties à l'autre Partie, liées à des activités dans le cadre d'un Contrat classifié, doivent être conformes aux dispositions de l'Article 11 du présent Accord.

ARTICLE 9 TRANSMISSION DES INFORMATIONS CLASSIFIÉES

1. Les Informations classifiées sont transmises conformément aux lois et réglementations nationales de la Partie émettrice ou comme convenu autrement entre les Autorités de sécurité compétentes.
2. Les Parties peuvent transmettre des Informations classifiées protégées par des moyens cryptographiques conformément aux procédures approuvées par les autorités compétentes.

ARTICLE 10 REPRODUCTION, TRADUCTION ET DESTRUCTION DES INFORMATIONS CLASSIFIÉES

1. Les reproductions et traductions des Informations classifiées portent les marquages de classification de sécurité appropriés et bénéficient de la protection accordée aux Informations classifiées originales.
2. Les traductions ou reproductions sont limitées au minimum requis pour un usage officiel et sont effectuées uniquement par des personnes qui détiennent une Habilitation de sécurité de personne physique d'un Niveau de classification de sécurité équivalent à celui des Informations classifiées faisant l'objet d'une traduction ou d'une reproduction.
3. Les traductions sont accompagnées d'une mention adéquate, dans la langue de traduction, indiquant qu'elles contiennent des Informations classifiées de la Partie émettrice.
4. La traduction ou la reproduction des Informations classifiées de niveau ZEER GEHEIM /TRES SECRET /Stg ZEER GEHEIM sont autorisées uniquement moyennant l'accord écrit préalable de la Partie d'origine.
5. Les Informations classifiées de niveau ZEER GEHEIM /TRES SECRET /Stg ZEER GEHEIM ne sont pas détruites sans l'accord écrit préalable de la Partie d'origine. Elles sont renvoyées à la Partie d'origine dès qu'elles ne sont plus considérées comme nécessaires par les Parties.

6. Les Informations classifiées de niveau GEHEIM /SECRET /Stg GEHEIM, ou d'un niveau de classification inférieur, sont détruites dès qu'elles ne sont plus considérées comme nécessaires par la Partie destinataire, conformément à ses lois et réglementations nationales.
7. Dans le cas d'une situation de crise qui rend impossible la protection des Informations classifiées communiquées en vertu du présent Accord, les Informations classifiées sont détruites immédiatement. La Partie destinataire notifie sans délai par écrit la destruction de ces Informations classifiées à l'Autorité de sécurité compétente de la Partie émettrice.

ARTICLE 11

VISITES

1. Les visites nécessitant l'accès à des Informations classifiées sont soumises à l'accord écrit préalable de l'Autorité de sécurité compétente concernée, sauf s'il en a été convenu autrement entre les Autorités de sécurité compétentes.
2. Le visiteur adresse toute demande de visite au moins vingt jours avant la date proposée de la visite à sa propre Autorité de sécurité compétente, qui la transmet à l'Autorité de sécurité compétente de l'autre Partie. Dans les cas d'urgence, le délai peut être plus court, sous réserve d'une coordination préalable entre les Autorités de sécurité compétentes.
3. La demande de visite contient les renseignements suivants :
 - a) nom et prénom du visiteur, date et lieu de naissance, nationalité et numéro de passeport ou de carte d'identité ;
 - b) fonction officielle du visiteur et nom de l'organisation représentée par le visiteur ;
 - c) confirmation du niveau et de la date de validité de l'Habilitation de sécurité de personne physique du visiteur ;
 - d) date et durée de la visite. En cas de visites récurrentes, la période totale couverte par les visites est indiquée ;
 - e) objet de la visite, avec mention du Niveau de classification de sécurité attendu des Informations classifiées qui feront l'objet des discussions ou auxquelles le visiteur recevra l'accès ;
 - f) nom, adresse, numéro de téléphone/fax, adresse de courrier électronique et point de contact de l'établissement objet de la visite ;
 - g) signature datée d'un représentant de l'Autorité de sécurité compétente du visiteur.
4. Les Autorités de sécurité compétentes peuvent convenir d'une liste de visiteurs autorisés à effectuer des visites récurrentes. Les modalités détaillées des visites récurrentes sont convenues entre les Autorités de sécurité compétentes.
5. Les Informations classifiées communiquées à un visiteur ou acquises par un visiteur sont traitées conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE 12 INCIDENT DE SÉCURITÉ

1. Les Autorités de sécurité compétentes se notifient sans délai par écrit tout Incident de sécurité réel ou présumé impliquant des Informations classifiées de l'autre Partie.
2. Les autorités compétentes de la Partie destinataire mènent immédiatement une enquête sur tout Incident de sécurité réel ou présumé. Sur demande, les autorités compétentes de la Partie d'origine participent à l'enquête.
3. L'Autorité de sécurité compétente prend les mesures appropriées conformément à ses lois et réglementations nationales afin de limiter les conséquences de l'incident et d'éviter que les faits se reproduisent. L'Autorité de sécurité compétente de l'autre Partie est informée du résultat de l'enquête et, le cas échéant, des mesures prises.

ARTICLE 13 FRAIS

Chaque Partie supporte les propres frais encourus dans le cadre de la mise en œuvre de ses obligations au titre du présent Accord.

ARTICLE 14 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend se rapportant à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé exclusivement par la voie de négociations entre les Parties.

ARTICLE 15 RELATION AVEC D'AUTRES ACCORDS

Le présent Accord ne prévaut pas sur tout accord international, déjà conclu ou susceptible de l'être, qui régit de manière spécifique une transaction que le présent Accord régit par ailleurs.

ARTICLE 16 ARRANGEMENTS DE MISE EN ŒUVRE

Les Autorités de sécurité compétentes peuvent conclure des arrangements de mise en œuvre en application du présent Accord.

ARTICLE 17

DISPOSITIONS FINALES

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Partie notifie à l'autre Partie, par la voie diplomatique, l'accomplissement des mesures nationales requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois à compter de la réception de la dernière notification.
2. Le présent Accord peut être modifié par consentement mutuel entre les Parties. Une Partie peut proposer à tout moment des amendements au présent Accord. Ces amendements entreront en vigueur selon les conditions stipulées au paragraphe 1^{er} du présent Article, à l'exception d'un éventuel amendement de l'Annexe, dont l'entrée en vigueur se ferait à une date convenue entre les Parties.
3. Chaque Partie peut à tout moment dénoncer par écrit le présent Accord. Le cas échéant, la dénonciation de l'Accord prend effet six mois après réception de la notification.
4. Même en cas de dénonciation du présent Accord, toutes les Informations classifiées communiquées ou produites en vertu du présent Accord sont protégées conformément aux dispositions de celui-ci aussi longtemps qu'elles demeurent classifiées.

EN FOI de quoi les représentants dûment autorisés des Parties ont signé le présent Accord.

FAIT À Bruxelles le cinquième jour de novembre 2019 en deux exemplaires originaux, en langue anglaise.

ANNEXE I

L'Autorité de sécurité compétente du Royaume de Belgique est :

Autorité Nationale de Sécurité
Rue des Petits Carmes 15
B-1000 Bruxelles

L'Autorité de sécurité compétente du Royaume des Pays-Bas est :

National Security Authority (NSA)
General Intelligence and Security Service
Ministry of the Interior and Kingdom Relations

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
CONCERNING THE EXCHANGE AND MUTUAL PROTECTION OF
CLASSIFIED INFORMATION**

**AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS
CONCERNING THE EXCHANGE AND MUTUAL PROTECTION OF
CLASSIFIED INFORMATION**

THE KINGDOM OF BELGIUM

AND

THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS,

Hereinafter referred to as “the Parties”,

Wishing to ensure the mutual protection of Classified Information exchanged between them or between legal entities or individuals under their jurisdiction, or generated in the framework of a bilateral program under this Agreement have, in the interests of national security, agreed upon the following.

ARTICLE 1 PURPOSE

The purpose of this Agreement is to ensure the protection of Classified Information exchanged between the Parties or between legal entities or individuals under their jurisdiction, or generated in the framework of a bilateral program under this Agreement. The Agreement sets out the security procedures and arrangements for such protection.

ARTICLE 2 DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement:

“Classified Contract” means a contract or sub-contract, including any pre-contractual negotiations, which contains or involves access to and handling of Classified Information.

“Classified Information” means any information that, regardless of its nature, requires protection against unauthorised disclosure, misappropriation or loss, and to which a security classification has been applied under national laws and regulations of one or both of the Parties.

“Competent Security Authority” means the government authority in a Party responsible for the implementation and supervision of this Agreement.

“Contractor” means any individual or legal entity with the capacity to enter into contracts.

“Facility Security Clearance” means the positive determination by the Competent Security Authority that a Contractor has in place appropriate security measures to access and handle Classified Information, in accordance with national laws and regulations.

“Kingdom of the Netherlands” means the European part of the Netherlands and the Caribbean part of the Netherlands (the islands of Bonaire, Sint Eustatius and Saba).

“Need-to-know” means the requirement for an individual or a legal entity to access Classified Information to perform official tasks or services.

“Originating Party” means the government authority in a Party which is responsible for any decisions affecting its national Classified Information generated and/or provided under this Agreement.

“Personnel Security Clearance” means the positive determination by the competent authority that an individual has been security cleared to access and handle Classified Information, in accordance with its national laws and regulations.

“Providing Party” means the Party or Contractor under its jurisdiction, which provides Classified Information to the Receiving Party under this Agreement.

“**Receiving Party**” means the Party or Contractor under its jurisdiction, which receives Classified Information from the Providing Party under this Agreement.

“**Security Classification Guide**” means a document associated with a Classified Contract that identifies each part of that Classified Contract which contains Classified Information.

“**Security Incident**” means an act or an omission which results in the unauthorised access, disclosure, loss or compromise of Classified Information.

“**Third Party**” means any international organisation or state, including legal entities or individuals under its jurisdiction, which is not a Party to this Agreement.

ARTICLE 3 COMPETENT SECURITY AUTHORITIES

1. The Competent Security Authorities of the Parties are listed in Annex 1 of this Agreement.
2. The Competent Security Authorities shall provide each other with official contact details.

ARTICLE 4 SECURITY CLASSIFICATION LEVELS

The security classification levels shall correspond to one another as follows and be considered as equivalent:

For the Kingdom of the Netherlands	For the Kingdom of Belgium	
	IN DUTCH LANGUAGE	IN FRENCH LANGUAGE
Stg ZEER GEHEIM	ZEER GEHEIM	TRES SECRET
Stg GEHEIM	GEHEIM	SECRET
Stg CONFIDENTIEEL	VERTROUWELIJK	CONFIDENTIEL
DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK	(see note hereunder)	(see note hereunder)

Information received from the Netherlands classified as “DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK” shall be handled as “BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE” in the Kingdom of Belgium.

Information received from Belgium marked as “BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE” shall be handled as “DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK” in the Netherlands.

ARTICLE 5 ACCESS TO CLASSIFIED INFORMATION

1. Access to Classified Information at the level of VERTROUWELIJK/CONFIDENTIEL/Stg CONFIDENTIEEL or above is limited to individuals who have a Need-to-know, are briefed on their responsibilities and hold a Personnel Security Clearance in accordance with national laws and regulations.
2. Access to Classified Information at the level of TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM or CONFIDENTIEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL by an individual holding a Personnel Security Clearance to that level and holding single Belgian or Dutch nationality, or dual Belgian or Dutch nationality, may be granted without the prior written authorisation of the Originating Party.
3. Access to Classified Information at the level of TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/ Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM, or CONFIDENTIEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL by an individual holding a Personnel Security Clearance to that level and not holding the nationalities as set out in paragraph 2 of this Article shall require the prior written authorisation of the Originating Party.
4. Access to Information at the level of BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE and DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK is limited to individuals who have a Need-to-know and are briefed on their responsibilities in accordance with national laws and regulations.

ARTICLE 6 SECURITY MEASURES

1. The Parties shall take all appropriate measures applicable under their national laws and regulations to protect Classified Information generated and/or provided under this Agreement.
2. The Parties shall take all appropriate measures to ensure that the Providing Parties:
 - a) mark Classified Information with the appropriate classification marking in accordance with its national laws and regulations;

- b) inform the Receiving Party of any conditions of release or limitations on the use of the Classified Information provided;
 - c) inform the Receiving Party of any subsequent change in the security classification level of the Classified Information provided.
3. The Parties shall take all appropriate measures to ensure that the Receiving Parties shall:
- a) afford the same level of protection to Classified Information as afforded to its national Classified Information of an equivalent security classification level;
 - b) if deemed appropriate, ensure that Classified Information is marked with its own corresponding security classification level;
 - c) ensure that the security classification levels assigned to Classified Information are not altered or revoked without the prior written consent of the Originating Party;
 - d) ensure that Classified Information is not disclosed or released to a Third Party without the prior written consent of the Originating Party;
 - e) use Classified Information solely for the purpose it has been provided for and in accordance with handling requirements of the Originating Party.

ARTICLE 7

SECURITY CO-OPERATION

1. In order to maintain comparable standards of security, the Competent Security Authorities shall, on request, inform each other about their security regulations, policies and practices for protecting Classified Information.
2. On request of the Competent Security Authority of one Party, the Competent Security Authority of the other Party shall issue a written confirmation that a valid Personnel or Facility Security Clearance has been issued.
3. The Competent Security Authorities shall assist each other in carrying out Facility Security Clearance and Personnel Security Clearance investigations on request and in accordance with national laws and regulations.
4. The Competent Security Authorities shall promptly notify each other in writing about changes in recognised Personnel Security Clearances and Facility Security Clearances for whom or for which a confirmation has been provided.
5. The co-operation under this Agreement shall be effected in English.

ARTICLE 8

CLASSIFIED CONTRACTS

1. If a Party or a Contractor under its jurisdiction proposes to place a Classified Contract with a Contractor under the jurisdiction of the other Party, it shall first obtain written confirmation from the other Party that the Contractor has been granted a Facility Security Clearance and/or Personnel Security Clearance to the appropriate security classification Level.
2. The Competent Security Authority shall ensure that the Contractor:
 - a) holds an appropriate Facility Security Clearance in order to protect the Classified Information;
 - b) ensures that the individuals requiring access to Classified Information hold the appropriate Personnel Security Clearance;
 - c) ensures that all individuals granted access to Classified Information are informed of their responsibilities to protect Classified Information in accordance with the conditions defined in this Agreement and with national laws and regulations;
 - d) monitors the security conduct within its facilities;
 - e) notifies promptly its Competent Security Authority of any Security Incident relating to the Classified Contract.
3. Every Classified Contract concluded in accordance with this Agreement shall include a security requirements chapter which identifies the following aspects:
 - a) a Security Classification Guide;
 - b) a procedure for communication of changes in the security classification level;
 - c) the channels and procedures to be used for the transport and/or transmission of Classified Information;
 - d) the contact details of the Competent Security Authorities responsible for overseeing the protection of Classified Information related to the Classified Contract;
 - e) the obligation to notify any Security Incidents.
4. The Competent Security Authority of the Party authorising the award of the Classified Contract shall forward a copy of the security requirements chapter to the Competent Security Authority of the Receiving Party, to facilitate the security oversight of the contract.
5. The procedures for the approval of visits associated with Classified Contract activities by personnel of one Party to the other Party, shall be in accordance with Article 11 of this Agreement.

ARTICLE 9

TRANSMISSION OF CLASSIFIED INFORMATION

1. Classified Information shall be transmitted in accordance with national laws and regulations of the Providing Party or as otherwise agreed between the Competent Security Authorities.
2. The Parties may transmit Classified Information protected by cryptographic means in accordance with procedures approved by the competent authorities.

ARTICLE 10
REPRODUCTION, TRANSLATION AND DESTRUCTION OF CLASSIFIED
INFORMATION

1. Reproductions and translations of Classified Information shall bear appropriate security classification markings and shall be protected in the same way as the original Classified Information.
2. Translations or reproductions shall be limited to the minimum required for an official purpose and shall be made only by individuals who hold a Personnel Security Clearance to the equivalent Security Classification Level of the Classified Information being translated or reproduced.
3. Translations shall contain a suitable annotation in the language in which they have been translated, indicating that they contain Classified Information of the Providing Party.
4. Classified Information at the level of ZEER GEHEIM/TRES SECRET/Stg ZEER GEHEIM shall not be translated or reproduced without the prior written consent of the Originating Party.
5. Classified Information at the level of ZEER GEHEIM/TRES SECRET/Stg ZEER GEHEIM shall not be destroyed without the prior written consent of the Originating Party. It shall be returned to the Originating Party after it is no longer considered necessary by the Parties.
6. Classified Information at the level of GEHEIM/SECRET/Stg GEHEIM, or with a lower classification level shall be destroyed after it is no longer considered necessary by the Receiving Party, in accordance with its national laws and regulations.
7. If a crisis situation makes it impossible to protect Classified Information provided under this Agreement, the Classified Information shall be destroyed immediately. The Receiving Party shall notify promptly in writing the Competent Security Authority of the Providing Party about the destruction of this Classified Information.

ARTICLE 11
VISITS

1. Visits requiring access to Classified Information are subject to the prior written consent of the respective Competent Security Authority, unless otherwise agreed between the Competent Security Authorities.
2. The visitor shall submit the request for visit at least twenty days in advance of the proposed date of the visit to his Competent Security Authority, which shall forward it to the

Competent Security Authority of the other Party. In urgent cases, the request for visit may be submitted at a shorter notice, subject to prior coordination between the Competent Security Authorities.

3. A request for visit shall include:
 - a) Surname and first name of the visitor, date and place of birth, nationality and passport/ID card number;
 - b) official title of the visitor and name of the organization the visitor represents;
 - c) confirmation of the visitor's Personnel Security Clearance and its validity;
 - d) date and duration of the visit. In the case of recurring visits the total period covered by the visits shall be stated;
 - e) purpose of the visit and the anticipated Security Classification Level of Classified Information to be discussed or accessed;
 - f) name, address, phone/fax number, e-mail address and point of contact of the facility to be visited;
 - g) dated and stamped signature of a representative of the visitor's Competent Security Authority.
4. The Competent Security Authorities may agree on a list of visitors entitled to recurring visits. The Competent Security Authorities shall agree on the further details of the recurring visits.
5. Classified Information provided to or acquired by a visitor shall be treated in accordance with provisions of this Agreement.

ARTICLE 12 SECURITY INCIDENT

1. The Competent Security Authorities shall immediately inform each other in writing of any actual or suspected Security Incident involving Classified Information of the other Party.
2. The competent authorities of the Receiving Party shall investigate immediately any actual or suspected Security Incident. The competent authorities of the Originating Party shall, if required, cooperate in the investigation.
3. The Competent Security Authority shall take appropriate measures according to its national laws and regulations to limit the consequences of the incident and to prevent a recurrence. The Competent Security Authority of the other Party shall be informed of the outcome of the investigation and, if any, of measures taken.

ARTICLE 13 COSTS

Each Party shall bear its own costs incurred in the course of implementing its obligations under this Agreement.

ARTICLE 14 DISPUTE RESOLUTION

Any dispute on the interpretation or application of this Agreement shall be settled exclusively through negotiation between the Parties.

ARTICLE 15 RELATION TO OTHER AGREEMENTS

This Agreement does not prevail over any international agreement that has already been or may be entered into and that specifically governs a transaction otherwise governed by this Agreement.

ARTICLE 16 IMPLEMENTING ARRANGEMENTS

The Competent Security Authorities may conclude implementing arrangements pursuant to this Agreement.

ARTICLE 17 FINAL PROVISIONS

1. This Agreement is concluded for an indefinite period of time. Each Party shall notify the other Party through diplomatic channels once the national measures necessary for entry into force of this Agreement have been completed. This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the later notification.
2. This Agreement may be amended with the mutual consent of the Parties. Either Party may propose amendments to this Agreement at any time. Such amendments shall enter into force under the conditions laid down in paragraph 1 of this Article, with the exception of an amendment of the Annex, which amendment shall enter into force on a date to be agreed upon by the Parties.
3. A Party may terminate this Agreement in writing at any time. In this case, the Agreement shall expire six months after receipt of the notification.

4. Regardless of the termination of this Agreement, all Classified Information released or generated under this Agreement shall be protected in accordance with this Agreement for as long as it remains classified.

IN WITNESS whereof the representatives of the Parties, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in Brussels on the 5th day of November 2019, in two original copies, in the English language.

ANNEX I

The Competent Security Authority for the Kingdom of Belgium is:

Nationale Veiligheidsoverheid/ Autorité Nationale de Sécurité
Karmelietenstraat 15/ Rue de Petits Carmes 15
B-1000 Brussel/ B-1000 Bruxelles

The Competent Security Authority for the Kingdom of the Netherlands is:

National Security Authority (NSA)
General Intelligence and Security Service
Ministry of the Interior and Kingdom Relations

VERTALING

OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

INZAKE DE UITWISSELING EN WEDERZIJDSE BESCHERMING

VAN GECLASSIFICEERDE INFORMATIE

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN
INZAKE DE UITWISSELING EN WEDERZIJDSE BESCHERMING
VAN GECLASSIFICEERDE INFORMATIE

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

Hierna te noemen de "Partijen",

Wensende te zorgen voor de wederzijdse bescherming van Geclassificeerde Informatie die tussen hen of tussen rechtspersonen of natuurlijke personen onder hun bevoegdheid wordt uitgewisseld, of die is gegenereerd in het kader van een bilateraal programma uit hoofde van deze Overeenkomst, zijn met het oog op de nationale veiligheid, het volgende overeengekomen.

ARTIKEL 1 DOEL

Deze Overeenkomst beoogt het waarborgen van de bescherming van Geclassificeerde Informatie die wordt uitgewisseld tussen de Partijen of tussen rechtspersonen of natuurlijke personen behorende tot hun grondgebied, of die is gegenereerd in het kader van een bilateraal programma uit hoofde van deze Overeenkomst. De Overeenkomst bepaalt de veiligheidsprocedures en -maatregelen voor de bedoelde bescherming.

ARTIKEL 2 BEGRIPSOMSCHRIJVINGEN

Voor de toepassing van deze Overeenkomst betekent:

“**Geclassificeerd Contract**”: elk contract of contract in onderaanneming, met inbegrip van precontractuele onderhandelingen, dat Geclassificeerde Informatie bevat of de toegang tot en behandeling van Geclassificeerde informatie betreft;

“**Geclassificeerde Informatie**”: informatie, van welke aard ook, die moet worden beschermd tegen ongeoorloofde openbaarmaking, verduistering of verlies en waaraan een veiligheidsclassificatie werd toegekend in overeenstemming met de nationale wet- en regelgeving van één Partij of van beide Partijen.

“**Bevoegde Veiligheidsautoriteit**”: de overheidsinstantie van een Partij die verantwoordelijk is voor de tenuitvoerlegging van en het toezicht op deze Overeenkomst;

“**Contractant**”: een persoon of rechtspersoon die de bevoegdheid heeft om contracten te sluiten.

“**Veiligheidsmachtiging voor een Rechtspersoon**”: de positieve vaststelling door de Bevoegde Veiligheidsautoriteit dat een Contractant over de gepaste veiligheidsmaatregelen beschikt voor de toegang tot en de behandeling van Geclassificeerde Informatie, overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving.

“**Koninkrijk der Nederlanden**”: het Europese deel van Nederland en het Caribisch deel van Nederland (de eilanden Bonaire, Sint Eustatius en Saba).

“**Need-to-know**”: de vereiste voor een natuurlijk persoon of rechtspersoon om toegang te krijgen tot Geclassificeerde informatie om officiële taken of diensten uit te voeren.

“**Partij van Oorsprong**”: de overheidsinstantie van een Partij die bevoegd is voor de beslissingen met betrekking tot haar nationaal Geclassificeerde informatie die overeenkomstig deze Overeenkomst wordt gegenereerd en/of verstrekt.

“**Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon**”: de positieve vaststelling door de bevoegde autoriteit dat een natuurlijk persoon een veiligheidsgoedkeuring heeft voor de toegang tot en de behandeling van Geclassificeerde informatie, overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving;

“**Verstreckende Partij**”: de Partij of Contractant onder haar bevoegdheid, die Geclassificeerde Informatie verstrekt aan de Ontvangende Partij in het kader van deze Overeenkomst.

“**Ontvangende Partij**”: de Partij of Contractant onder haar bevoegdheid, die Geclassificeerde Informatie ontvangt van de Verstreckende Partij in het kader van deze Overeenkomst.

“**Veiligheidsclassificatiegids**”: een document dat bij een Geclassificeerd contract hoort en waarin de onderdelen geïdentificeerd zijn van dat Geclassificeerd contract die Geclassificeerde Informatie bevatten.

“**Veiligheidsincident**”: een handeling of een nalatigheid die leidt tot ongeoorloofde toegang, openbaarmaking, verlies of compromittering van Geclassificeerde Informatie.

“**Derde Partij**”: een internationale organisatie of Staat, met inbegrip van rechtspersonen of natuurlijke personen onder zijn bevoegdheid, die geen partij is bij deze Overeenkomst.

ARTIKEL 3 BEVOEGDE VEILIGHEIDSAUTORITEITEN

1. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten van de Partijen zijn vermeld in Bijlage 1 van deze Overeenkomst.
2. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten stellen elkaar in kennis van hun officiële contactgegevens.

ARTICLE 4 CLASSIFICATIENIVEAUS

De overeenkomstige classificatieniveaus en als gelijkwaardig beschouwd, zijn:

Voor het Koninkrijk der Nederlanden	Voor het Koninkrijk België	
	IN HET NEDERLANDS	IN HET FRANS
Stg ZEER GEHEIM	ZEER GEHEIM	TRES SECRET
Stg GEHEIM	GEHEIM	SECRET
Stg CONFIDENTIEEL	VERTROUWELIJK	CONFIDENTIEL
DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK	(zie hieronder)	(zie hieronder)

Door Nederland verstrekte informatie van het classificatieniveau “Departementaal Vertrouwelijk” wordt in het Koninkrijk België behandeld als informatie BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE.

Door België verstrekte informatie van het classificatieniveau BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE wordt in Nederland behandeld als informatie “DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK”.

ARTIKEL 5 TOEGANG TOT GECLASSIFICEERDE INFORMATIE

1. Toegang tot Geclassificeerde Informatie van het niveau VERTROUWELIJK/CONFIDENTIEEL/Stg CONFIDENTIEEL of hoger, wordt uitsluitend verleend aan personen die een Need-to-know hebben, gebriefd zijn over hun verantwoordelijkheden en die in het bezit zijn van een Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon, overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving.
2. Toegang tot Geclassificeerde Informatie van het niveau TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM, of CONFIDENTIEEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL kan worden verleend zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Partij van Oorsprong voor een persoon die beschikt over een geschikte Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon voor dat niveau en die hetzij enkel de Belgische of de Nederlandse nationaliteit, hetzij de dubbele Belgisch-Nederlandse nationaliteit heeft.
3. Toegang tot Geclassificeerde Informatie van het niveau TRÈS SECRET/ZEER GEHEIM/Stg ZEER GEHEIM, SECRET/GEHEIM/Stg GEHEIM, of CONFIDENTIEEL/VERTROUWELIJK/Stg CONFIDENTIEEL vereist de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Partij van Oorsprong voor een persoon die beschikt over een geschikte Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon voor dat niveau en niet beschikt over de nationaliteiten zoals bedoeld in punt 2 van dit artikel.
4. Toegang tot informatie van het niveau “BEPERKTE VERSPREIDING/DIFFUSION RESTREINTE” en DEPARTEMENTAAL VERTROUWELIJK wordt uitsluitend verleend aan personen die een Need-to-know hebben en gebriefd zijn over hun verantwoordelijkheden, overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving.

ARTIKEL 6 BEVEILIGINGSMAATREGELEN

1. De Partijen nemen in overeenstemming met hun nationale wet- en regelgeving alle passende maatregelen met het oog op de bescherming van de in het kader van deze Overeenkomst gegenereerde en/of verstrekte Geclassificeerde Informatie.
2. De Partijen nemen alle gepaste maatregelen opdat de Verstreckende Partijen:
 - a) de Geclassificeerde Informatie markeren met het passende classificatieniveau, in overeenstemming met hun nationale wet- en regelgeving;
 - b) de Ontvangende Partij in kennis stellen van elke voorwaarde aangaande de vrijgave, of beperkingen op het gebruik, van de verstrekte Geclassificeerde Informatie;

- c) de Ontvangende Partij in kennis stellen van elke verdere wijziging aangaande het classificatieniveau van de verstrekte Geclassificeerde Informatie.
3. De Partijen nemen alle gepaste maatregelen opdat de Ontvangende Partijen:
- a) dezelfde mate van bescherming bieden aan Geclassificeerde Informatie als verleend aan hun nationale Geclassificeerde Informatie op het overeenkomstige classificatieniveau;
 - b) wanneer het passend wordt geacht, ervoor zorgen dat Geclassificeerde informatie is voorzien van het overeenkomstige classificatieniveau;
 - c) ervoor zorgen dat de classificatieniveaus die zijn toegekend aan Geclassificeerde informatie, niet worden gewijzigd of ingetrokken zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Verstreckende Partij;
 - d) ervoor zorgen dat Geclassificeerde informatie niet wordt openbaar gemaakt of vrijgegeven aan een Derde Partij zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Verstreckende Partij;
 - e) Geclassificeerde informatie uitsluitend gebruiken voor het doel waarvoor deze verstrekt werd en in overeenstemming met de voorschriften inzake de aanwending van de Verstreckende Partij.

ARTIKEL 7

SAMENWERKING OP HET GEBIED VAN VEILIGHEID

1. Teneinde vergelijkbare veiligheidsstandaarden te behouden, verstrekken de Nationale Veiligheidsautoriteiten elkaar op verzoek de informatie over hun veiligheidsvoorschriften, -beleid en praktijken inzake de bescherming van Geclassificeerde informatie.
2. Op verzoek van de Bevoegde Veiligheidsautoriteit van één Partij bevestigt de Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de andere Partij schriftelijk dat een geldige Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon of Rechtspersoon werd afgegeven.
3. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten verlenen elkaar op verzoek bijstand bij het onderzoek van Veiligheidsmachtigingen voor een Natuurlijk Persoon en veiligheidsmachtigingen voor een Rechtspersoon, overeenkomstig nationale wet- en regelgeving.
4. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten stellen elkaar onverwijld schriftelijk in kennis van wijzigingen in erkende Veiligheidsmachtigingen voor een Natuurlijk Persoon en Veiligheidsmachtigingen voor een Rechtspersoon voor wie of waarvoor een bevestiging is gegeven.
5. De samenwerking inzake deze Overeenkomst gebeurt in het Engels.

ARTIKEL 8

GECLASSIFICEERDE CONTRACTEN

1. Wanneer een Partij of een Contractant behorende tot haar rechtsgebied een Geclassificeerd Contract wil aangaan met een Contractant behorende tot het rechtsgebied van de andere Partij, bekomt ze van de andere Partij eerst de schriftelijke bevestiging dat de Contractant in het bezit is

van een Veiligheidsmachtiging voor een Rechtspersoon en/of een Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon van het geschikte classificatieniveau.

2. De Bevoegde Veiligheidsautoriteit dient zich ervan te vergewissen dat de Contractant:
 - a) over een geschikte Veiligheidsmachtiging voor een Rechtspersoon beschikt met het oog op de bescherming van de Geclassificeerde informatie;
 - b) ervoor zorgt dat personen die toegang wensen te verkrijgen tot Geclassificeerde Informatie over de vereiste Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon beschikken;
 - c) ervoor zorgt dat alle personen die toegang hebben tot de Geclassificeerde Informatie in kennis worden gesteld van hun verantwoordelijkheden inzake de bescherming van Geclassificeerde Informatie overeenkomstig de in deze Overeenkomst vastgelegde voorwaarden en overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving;
 - d) toeziet op de veiligheidsattitude binnen zijn vestigingen;
 - e) onverwijld elk Veiligheidsincident meldt met betrekking tot het Geclassificeerde contract aan zijn Bevoegde Veiligheidsautoriteit.
3. Elk Geclassificeerde Contract, afgesloten in overeenstemming met deze Overeenkomst, bevat een hoofdstuk met veiligheidsvoorschriften dat de volgende elementen omvat:
 - a) een Veiligheidsclassificatiegids;
 - b) een procedure voor de mededeling van wijzigingen van het classificatieniveau;
 - c) de kanalen en procedures waarvan gebruik moet worden gemaakt voor het vervoer en/of de overdracht van Geclassificeerde Informatie;
 - d) de contactgegevens van de Bevoegde Veiligheidsautoriteiten die verantwoordelijk zijn voor het toezicht op de bescherming van de Geclassificeerde Informatie die gerelateerd is aan het Geclassificeerd Contract;
 - e) de verplichting om alle Veiligheidsincidenten te melden.
4. De Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de Partij die toestemming verleent voor de gunning van het Geclassificeerde Contract, stuurt een kopie van het hoofdstuk met de veiligheidsvoorschriften naar de Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de Ontvangende Partij, teneinde het toezicht op de naleving van de veiligheidsvoorschriften in het contract te vergemakkelijken.
5. De procedures voor de goedkeuring van bezoeken in verband met activiteiten in het kader van Geclassificeerde contracten door personeel van de ene Partij aan de andere Partij, moeten in overeenstemming zijn met Artikel 11 van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 9

VERZENDING VAN GECLASSIFICEERDE INFORMATIE

1. Geclassificeerde Informatie wordt verzonden overeenkomstig de nationale wet- en regelgeving van de Verstreckende Partij, tenzij anders overeengekomen is door de bevoegde Veiligheidsautoriteiten.
2. De Partijen mogen Geclassificeerde Informatie die beschermd is met cryptografische middelen, verzenden volgens de door de bevoegde autoriteiten goedgekeurde procedures.

ARTIKEL 10

REPRODUCEREN, VERTALEN EN Vernietigen van Geclassificeerde Informatie

1. Op alle reproducties en vertalingen van Geclassificeerde Informatie wordt het passende classificatieniveau vermeld. Ze worden op dezelfde manier beschermd als de originele Geclassificeerde Informatie.
2. Vertalingen en reproducties zijn beperkt tot het minimum dat voor officiële doeleinden nodig is en worden enkel gemaakt door personen die in het bezit zijn van een Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon op het overeenstemmende classificatieniveau voor de Geclassificeerde informatie die vertaald of gereproduceerd wordt.
3. Alle vertalingen zijn voorzien van een passende vermelding, in de taal van de vertaling, die aangeeft dat ze Geclassificeerde Informatie van de Verstreckende Partij bevatten.
4. Geclassificeerde Informatie van het niveau ZEER GEHEIM/TRES SECRET/Stg ZEER GEHEIM mag uitsluitend met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Verstreckende Partij worden vertaald of gereproduceerd.
5. Geclassificeerde Informatie van het niveau ZEER GEHEIM /TRES SECRET/Stg ZEER GEHEIM mag niet worden vernietigd zonder de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Verstreckende Partij. Ze wordt teruggestuurd naar de Verstreckende Partij wanneer de Partijen ze niet langer noodzakelijk achten.
6. Geclassificeerde Informatie met de markering GEHEIM/ SECRET/Stg GEHEIM of met een lager classificatieniveau wordt vernietigd wanneer de Ontvangende Partij ze niet langer noodzakelijk acht, in overeenstemming met haar nationale wet- en regelgeving.
7. Als het door een crisissituatie onmogelijk is Geclassificeerde Informatie te beschermen die overeenkomstig deze Overeenkomst werd verstrekt, wordt de Geclassificeerde Informatie onmiddellijk vernietigd. De Ontvangende Partij stelt de Nationale Veiligheidsautoriteit van de Verstreckende Partij onverwijld schriftelijk in kennis van de vernietiging van deze Geclassificeerde Informatie.

ARTIKEL 11

BEZOEKEN

1. Voor bezoeken die toegang vereisen tot Geclassificeerde Informatie, is de voorafgaande schriftelijke goedkeuring van de betreffende Nationale Veiligheidsautoriteit vereist, tenzij anders overeengekomen tussen de bevoegde Veiligheidsautoriteiten.
2. De bezoeker dient zijn bezoekaanvraag minstens twintig dagen vóór de voorgestelde datum in bij zijn Bevoegde Veiligheidsautoriteit, die de aanvraag doorstuurt naar de Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de andere Partij. In dringende gevallen kan de bezoekaanvraag in een kortere termijn worden ingediend met voorafgaande coördinatie tussen de Bevoegde Veiligheidsautoriteiten.

3. Een bezoekaanvraag vermeldt:
 - a) achternaam en voornaam van de bezoeker, geboortedatum en geboorteplaats, nationaliteit en nummer van het paspoort of de identiteitskaart;
 - b) de officiële hoedanigheid van de bezoeker en de naam van de organisatie die de bezoeker vertegenwoordigt;
 - c) de bevestiging van het niveau en de geldigheidsduur van de Veiligheidsmachtiging voor een Natuurlijk Persoon van de bezoeker;
 - d) datum en duur van het bezoek. In het geval van terugkerende bezoeken, moet de totale periode worden meegedeeld;
 - e) het doel van het bezoek en het verwachte classificatieniveau van de Geclassificeerde Informatie die zal worden besproken of waartoe de bezoeker toegang zal krijgen;
 - f) naam, adres, telefoon/faxnummer, e-mail van en contactpunt bij de te bezoeken vestiging;
 - g) de gedagtekende en afgestempelde handtekening van een vertegenwoordiger van de Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de bezoeker.
4. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten kunnen overeenkomen om een lijst op te stellen van bezoekers die gemachtigd zijn om meerdere bezoeken af te leggen. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten komen desgevallend overeen over de bijkomende gegevens voor de terugkerende bezoeken.
5. Geclassificeerde Informatie die aan een bezoeker wordt verstrekt of door een bezoeker wordt verworven, wordt beschouwd als Geclassificeerde Informatie overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.

ARTICLE 12 VEILIGHEIDSINCIDENT

1. De Bevoegde Veiligheidsautoriteiten stellen elkaar onverwijld schriftelijk in kennis van een daadwerkelijk of vermoedelijk Veiligheidsincident, dat betrekking heeft op Geclassificeerde Informatie van de andere Partij.
2. De bevoegde autoriteiten van de Ontvangende Partij stellen onverwijld een onderzoek in naar elk daadwerkelijk of vermoedelijk Veiligheidsincident. Indien nodig werken de bevoegde autoriteiten van de Verstreckende Partij mee aan het onderzoek.
3. De Bevoegde Veiligheidsautoriteit neemt alle nodige maatregelen overeenkomstig haar nationale wet- en regelgeving teneinde de gevolgen van het incident te beperken en verdere incidenten te voorkomen. De Bevoegde Veiligheidsautoriteit van de andere Partij wordt in kennis gesteld van de uitkomst van het onderzoek en van de eventuele getroffen maatregelen.

ARTIKEL 13 KOSTEN

Elke Partij draagt de kosten die zij heeft gemaakt met het oog op de nakoming van de verplichtingen in het kader van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 14 GESCHILLENBESLECHTING

Geschillen die voortkomen uit de uitlegging of de toepassing van deze Overeenkomst, worden uitsluitend via overleg tussen de Partijen beslecht.

ARTIKEL 15 SAMENHANG MET ANDERE OVEREENKOMSTEN

Deze Overeenkomst prevaleert niet boven enige reeds gesloten of nog te sluiten internationale overeenkomsten die specifiek van toepassing zijn op een transactie in het kader van de onderhavige Overeenkomst.

ARTIKEL 16 UITVOERINGSREGELINGEN

De bevoegde Veiligheidsautoriteiten kunnen uitvoeringsregelingen vastleggen uit hoofde van deze Overeenkomst.

ARTIKEL 17 SLOTBEPALINGEN

1. Deze Overeenkomst wordt voor onbepaalde tijd gesloten. Elke Partij stelt de andere Partij langs diplomatieke weg in kennis van de voltooiing van de nationale maatregelen die nodig zijn voor de inwerkingtreding van deze Overeenkomst. De Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de ontvangst van deze kennisgeving.
2. Deze Overeenkomst kan met wederzijdse instemming van de Partijen worden gewijzigd. Elke Partij kan te allen tijde wijzigingen aan deze Overeenkomst voorstellen. Zodanige wijzigingen treden onder de in lid 1 van dit Artikel genoemde voorwaarden in werking, met uitzondering van een wijziging van de Bijlage, die in werking treedt op een door de Partijen overeengekomen dag.
3. Een Partij kan deze Overeenkomst te allen tijde langs schriftelijke weg opzeggen. In dat geval verstrijkt de Overeenkomst zes maanden na ontvangst van de kennisgeving van opzegging.
4. Niettegenstaande de opzegging van deze Overeenkomst moet de Geclassificeerde Informatie die binnen het bestek van deze Overeenkomst werd vrijgegeven of gegenereerd, beschermd worden

overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst en dit voor zolang deze geclassificeerd blijft.

TEN BLIJKE WAARVAN de naar behoren gemachtigde vertegenwoordigers van de Partijen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Brussel op de vijfde dag van de maand november 2019 in twee originele exemplaren, in de Engelse taal.

BIJLAGE I

De Bevoegde Veiligheidsautoriteit van het Koninkrijk België is:

Nationale Veiligheidsoverheid
Karmelietenstraat 15
B-1000 Brussel

De bevoegde Veiligheidsautoriteit van het Koninkrijk der Nederlanden is:

National Security Authority (NSA)
General Intelligence and Security Service
Ministry of the Interior and Kingdom Relations

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/200286]

16 FEVRIER 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 24 février 2022, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, relative à l'intervention financière dans les coûts de formation pour la formation de base en sécurité partie Basic Safety Training dans le cadre de l'article 3, h) financement et organisation de mesures spécifiques de promotion de l'emploi de la convention collective de travail n° 108594/CO/143 du 9 juin 2011 (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la pêche maritime;
Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 24 février 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, relative à l'intervention financière dans les coûts de formation pour la formation de base en sécurité partie Basic Safety Training dans le cadre de l'article 3, h) financement et organisation de mesures spécifiques de promotion de l'emploi de la convention collective de travail n° 108594/CO/143 du 9 juin 2011.

Art. 2. Le ministre qui a le Travail dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 février 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

—
Note

(1) Référence au *Moniteur belge*
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/200286]

16 FEBRUARI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 februari 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, betreffende de financiële tussenkomst in de opleidingskost voor de basisopleiding in veiligheid onderdeel Basic Safety Training in het kader van artikel 3,h) -financiering en organiseren van specifieke maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108594/CO/143 van 9 juni 2011 (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de zeevisserij;
Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 24 februari 2022, gesloten in het Paritair Comité voor de zeevisserij, betreffende de financiële tussenkomst in de opleidingskost voor de basisopleiding in veiligheid onderdeel Basic Safety Training in het kader van artikel 3, h) financiering en organiseren van specifieke maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 108594/CO/143 van 9 juni 2011.

Art. 2. De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 februari 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

—
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.